

## LORSQUE « RÉSISTER » DEVIENT « CRÉER » : L'EXPÉRIENCE D'UN MOUVEMENT SOCIO-ENVIRONNEMENTAL EQUATORIEN

Anna BEDNIK, dans *Résistances*, revue Pandora, n°8, Paris VIII, 2008, <http://dialnet.unirioja.es/servlet/ejemplar?codigo=218325>

Au Pérou et au Guatemala, les votations citoyennes cherchent à freiner l'installation des entreprises minières. Les indigènes de l'Amazonie équatorienne poursuivent en justice Chevron-Texaco pour les dégâts occasionnés par ses activités d'exploitation pétrolière. Au Chili, les mapuches luttent contre les entreprises forestières. En Honduras, les pêcheurs tentent de contenir le développement d'élevages industriels de crevettes dans les mangroves. Ce ne sont que quelques exemples des nombreux fronts de résistance populaire contre l'exploitation industrielle des ressources naturelles.

Dans le cadre de ces conflits, les argumentaires déployés par les entreprises et les pouvoirs publics pour convaincre les autochtones d'accepter l'exploitation des ressources se trouvant sur leurs territoires insistent sur les effets bénéfiques des industries en matière de création d'emplois, de génération d'activité économique et plus généralement de développement local. Toutefois, même sans juger de la validité de ces arguments<sup>1</sup>, il est difficile d'ignorer que ces possibles effets bénéfiques ont un coût : outre transformer les paysages, l'exploitation industrielle des ressources naturelles compromet l'existence des formes de vie qui dépendent directement de ces dernières et bouleverse les modes traditionnels d'interaction sociale.

En ce sens, les résistances qu'opposent à ces industries les populations à grande majorité rurales et paysannes peuvent être vues comme le résultat d'une conjonction de volontés visant à protéger un certain équilibre de vie. Cette opposition se nourrit aussi du sentiment d'injustice face au peu de place laissée à l'expression des volontés des populations locales à l'intérieur des processus décisionnels qui sont amenés à régir leur devenir<sup>2</sup>. De là, certains mouvements socio-environnementaux<sup>3</sup> franchissent le pas entre revendiquer leur droit à l'autodétermination et l'exercer pleinement. Ils transforment alors leur résistance en une force créatrice, génératrice de propositions nouvelles, qui vont des solutions locales et tangibles de production ou d'échange à des formes inventives de penser le « développement » et de concevoir l'harmonie entre la société et son environnement naturel. Les multiples réseaux d'acteurs locaux, nationaux et internationaux qui, dans bien de cas, se fédèrent autour de ces mouvements de résistance, esquissent en même temps des formes d'interaction sociale dont les objectifs et les modes de fonctionnement défient la certitude de l'inéluctabilité de la mondialisation néolibérale.

L'histoire de la résistance au projet d'exploitation de cuivre en Intag<sup>4</sup>, dans le nord-ouest de l'Equateur, illustre la possibilité de cette transformation et « ouvre une fenêtre d'espoir »<sup>5</sup> pour tous ceux qui, en Amérique latine ou ailleurs, refusent la destruction des ressources naturelles au nom du développement économique.

<sup>1</sup> A ce sujet, voir notamment UNCTAD, *The Least Developed Countries Report 2002 : Escaping the Poverty Trap*, Genève, United Nations Publications, 2002 et M. Ross, *Sectores Extractivos y Pobreza*, Los Angeles, Oxfam America, 2001.

<sup>2</sup> J. Habermas, *The Theory of Communicative Action* (vol. 2), Cambridge, Polity Press, 1987 ; A. Escobar, *Encountering Development. The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton, Princeton University Press, 1995.

<sup>3</sup> Certains auteurs considèrent que, comme il ne peut y avoir de conflits ou de mouvements « environnementaux » sans la dimension sociale, le terme « environnemental » est suffisant pour les qualifier. Voir G. Fontaine, *El precio del petróleo. Conflictos socio-ambientales y gobernabilidad en la Región Amazónica*, Quito, FLACSO, 2003.

<sup>4</sup> Les faits historiques relatés dans cet article proviennent de l'enquête menée par l'auteur en Equateur (octobre 2007), ainsi que des publications suivantes : S. Córdova *et al.*, *Un caso más de resistencia a la minería en el Ecuador y América Latina: la expulsión de la Mitsubishi Materials de Junin-Intag*, Quito, Acción Ecológica-OLCA, 1999 et A. Bebbington *et al.*, « Los movimientos sociales frente a la minería : disputando el desarrollo territorial andino », dans *Territorios rurales : Movimientos sociales y desarrollo territorial rural en América Latina*, textes réunis par J. Bengoa, Santiago de Chili, Ed. Catalonia 2007, p. 283-315.

<sup>5</sup> S. Córdova *et al.*, *op.cit.*, p.4.

## Paysans contre multinationales

« Ici, nous ne permettons pas l'extraction minière », annonce le panneau de bienvenue à l'entrée du village de Junin, petite communauté agricole nichée dans une vallée verdoyante de la cordillère du Toisán, au milieu des forêts brumeuses. Nous sommes en Intag, un territoire d'environ 1680 km<sup>2</sup> correspondant à la zone subtropicale du canton Cotacachi (province d'Imbabura), situé à la frontière de la Réserve écologique Cotacachi-Cayapas et à l'intersection de deux « éco-régions à haute biodiversité »<sup>6</sup>, Andes Tropicales et le Chocó. Les premiers paysans en quête de terres, venus des quatre coins du pays, commencent à s'installer ici au début du XX<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, regroupés en petites communautés, quelque 13 000 personnes se consacrent toujours en majorité à l'agriculture.

Le cuivre est découvert en Intag dans les années 1980. La prospection, réalisée à partir de 1990 par la Metal Mining Agency of Japan (MMAJ), confirme l'importance du gisement. A partir de 1993, Bishi Metals, filiale de l'entreprise japonaise Mitsubishi, démarre l'exploration dans le secteur de Junin-Cuellaje, partie occidentale de la zone d'Intag. A part quelques dirigeants et religieux, personne n'est informé du projet et, pendant les premières années, dans cette région difficile d'accès, peu peuplée et dépourvue de moyens de communication, la présence des Japonais est relativement peu remarquée. De plus, malgré une certaine expérience de l'industrie extractive – l'entreprise Cementos Selva Alegre (CSA) exploite depuis 1974 une carrière de calcaire au sud d'Intag – la majorité des habitants n'a alors aucune connaissance de ce que peut signifier pour elle l'exploitation de cuivre à grande échelle.

Toutefois, se met rapidement en marche un processus qui aboutira à l'opposition catégorique au projet minier et au « refus en toute conscience des bénéfices offerts en compensation d'un quelconque problème pouvant être généré par l'extraction ou la transformation des métaux »<sup>7</sup>.

C'est l'Association des Travailleurs Agricoles Autonomes de Cuellaje (ATAACU) qui sera la première à questionner Bishi Metals sur les objectifs de ses activités. Parallèlement, Giovanni Paz, prêtre dans la paroisse<sup>8</sup> de Peñaherrera, commence à s'interroger au sujet de l'industrie minière lors de ses messes. En 1994, il informe du projet japonais Carlos Zorrilla, ressortissant cubano-états-unien installé dans une paroisse voisine où il gère une réserve forestière et cultive du café. Ensemble, ils fondent une nouvelle association, dénommée Défense et Conservation Ecologique d'Intag (DECOIN). Avec le soutien de l'ONG équatorienne Acción Ecológica, la DECOIN organisera à partir de 1995 une série d'ateliers d'information et de réflexion sur les impacts de l'industrie minière, ainsi que des échanges d'expériences avec d'autres régions de l'Equateur.

Peu après sa création, à la demande de la CSA, préoccupée par l'opposition naissante aux activités minières dans la région, la DECOIN organise un « Congrès zonal de l'Environnement », réunissant les entreprises présentes dans la zone, les autorités (gouvernement régional et Ministère de l'Energie et des Mines) et les communautés locales. Contrairement à son objectif, le Congrès ne fera qu'exacerber les tensions. Les communautés du sud (Vacas Galindo et Selva Alegre) reprochent à la CSA les dégâts occasionnés par ses 20 ans d'activité – déforestation conséquente, pollution des sources d'eau, dommages provoqués par les déchets de la carrière, modification du paysage, fort niveau de bruit – ainsi que ses promesses non accomplies de construction d'infrastructures routières et sanitaires. A leur tour, les communautés de Junin-Cuellaje se montrent méfiantes face au discours de la compagnie japonaise, qui promet emplois, routes, ponts, centres de santé, salles de classe et églises. Mais surtout, les leaders communautaires expriment pour la première fois l'idée que la communauté doit être le principal acteur et décideur en matière de développement local.

---

<sup>6</sup> Le concept d'« éco-région à haute biodiversité » ou de « hot-spot », créé par l'écologiste britannique Norman Myers en 1988, désigne une zone géographique qui présente un taux d'endémisme élevé et dont les espèces faunistiques et floristiques encourent des risques d'extinction importants à court terme.

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> Dans la division administrative de l'Equateur, chaque canton est subdivisé en paroisses.

Les liens entre les différents groupes locaux commencent à se tisser et à se renforcer, et le refus collectif du scénario du développement minier se radicalise. Trois événements vont ponctuer cette évolution. D'abord, Acción Ecológica organise un voyage dans des zones d'exploitation de cuivre au Pérou. Ce voyage aura profondément marqué les participants (une majorité de femmes), qui ramènent en Intag des échantillons de déchets solides générés par les mines et des cassettes de tristes *huaynos* où le thème minier est omniprésent. En même temps, les communautés commencent à constater les premières conséquences directes de la présence de Bishi Metals : mort de bétail et maladies de la peau suite à la pollution de la rivière de Junin, écroulements de terrain provoqués par les explosions réalisées à des fins d'exploration en pleine forêt vierge, ouverture de chemins dans la forêt. Enfin, les dirigeants de la commune de Junin obtiennent une copie de l'Etude d'Impact Environnemental réalisée par Bishi Metals. Celle-ci confesse notamment que l'exploitation de la future mine de cuivre à ciel ouvert entraînera une pollution importante des sources d'eau et des sols, une déforestation massive conduisant à terme à la désertification, la disparition d'une trentaine d'espèces de mammifères et d'oiseaux, la création d'une cité minière de 6000 habitants, ainsi que le déplacement d'entre 100 et 200 familles de quatre communautés. L'accord de ces dernières, pourtant obligatoire dans la Constitution équatorienne, n'avait jamais été sollicité. Les paysans de Junin décident de parcourir une par une les communautés voisines, une copie de l'Etude à la main. Cette campagne d'information, relayée au fur et à mesure par d'autres communautés, génère une opposition croissante à la mine.

En mai 1997, une assemblée réunit à Junin toutes les communautés concernées par le projet de Bishi Metals. Le Ministère de l'Energie et des Mines décline l'invitation d'y participer, tout comme il n'avait répondu à aucun appel au dialogue avant cette date. Face à cette politique de la chaise vide, l'assemblée décide de passer à l'action. Environ 300 personnes, hommes, femmes et enfants, occupent, puis démontent le campement de la compagnie minière. Le matériel de l'entreprise, transporté à dos de mule et à la force des bras, sera remis au gouverneur du canton Cotacachi en vue d'une transmission ultérieure à Bishi Metals.

Le Ministère de l'Energie et des Mines poursuit trois leaders communautaires en justice, les accusant de sabotage et de terrorisme. La forte médiatisation qui accompagne le procès de ces « terroristes verts » sera l'occasion pour les organisations écologistes locales, provinciales et nationales de revendiquer le droit à la résistance face aux activités qui dégradent l'environnement. Quant à Bishi Metals, elle décide finalement de se retirer de la zone en abandonnant les concessions à l'Etat.

Il n'est toutefois pas simple d'arrêter la machine en marche. En suivant les recommandations des institutions financières internationales, le gouvernement mise sur le secteur minier. Entre 1993 et 1994, est mis en place le « projet de développement minier et de contrôle de l'environnement » (PRODEMINCA), initié en 1988 et financé par un prêt de la Banque mondiale et des donations des gouvernements suédois et britannique. Conçu pour attirer en Equateur des capitaux étrangers, il vise à cartographier les ressources minéralogiques et à accélérer la dérégulation du secteur minier.

Le géant australo-britannique Rio Tinto, ainsi que l'entreprise publique chilienne CODELCO (Corporación Nacional del Cobre), premier producteur de cuivre au monde, s'intéressent à la zone de Junin, mais décident finalement de ne pas courir le risque de compromettre leur image par un projet générant localement une opposition aussi forte. En 2002, les concessions de Junin-Cuellaje sont finalement vendues aux enchères. La Loi Minière, modifiée en 1999 dans le cadre du PRODEMINCA, permet désormais à toute personne d'acheter et de revendre une concession, sans l'obligation d'y mener des activités minières. C'est ainsi que le particulier qui remporte les enchères, Roque Bustamante, revend les concessions de Junin deux ans plus tard à Ascendant Copper Corporation, une entreprise canadienne « junior », dont le rôle se limitera, à une sommaire étude exploratoire près, à préparer le terrain pour pouvoir à son tour revendre les concessions à une « major ». Casser la résistance locale devient dès lors un de ses principaux objectifs.

La nouvelle bataille sera rude. Un projet de « développement » de la zone, incluant la construction de routes et de ponts, une clinique, des ordinateurs pour les écoles ou encore une formation en agriculture biologique, est de nouveau offert aux communautés en échange de leur acceptation de l'activité minière. Afin de promouvoir ce « projet » et compenser la force organisationnelle des structures de la résistance, Ascendant crée la Corporation pour le développement de Garcia Moreno (CODEGAM), une organisation appelée à servir d'intermédiaire entre les communautés et l'entreprise<sup>9</sup>. Les habitants d'Intag baptiseront cette intermédiation de « stratégie d'achat de conscience »<sup>10</sup>. La CODEGAM distribue des pots-de-vin aux présidents des communes et leur demande de signer des papiers en blanc<sup>11</sup>. En rachetant, au nom d'Ascendant, des terres se trouvant près des concessions – à des prix relativement hauts, ce qui fera céder de nombreux propriétaires – elle offre aux paysans qui abandonnent l'opposition un travail agricole. Selon de nombreux témoins de cette pratique, le travail est quasiment inexistant, alors que le salaire mensuel est largement supérieur au revenu moyen dans la région. « Le travail est un prétexte, ils n'ont rien à faire, seulement accepter la présence de la compagnie. C'est de l'argent facile et certains se laissent acheter »<sup>12</sup>, commente une habitante de Junin dont les deux frères ont ainsi changé de camp. L'appât du gain provoque la division à l'intérieur des communautés et des familles, il attire aussi dans la zone des trafiquants de terres. La CODEGAM tente également de déstabiliser le gouvernement local, opposé à l'industrie minière, en appelant à la création d'un nouveau canton, dont elle fait figurer le nom sur les uniformes de football distribués aux jeunes des communautés.

Douze procès seront intentés par l'entreprise canadienne contre ses opposants, mais surtout, durant les quatre ans de sa présence en Intag, harcèlements, menaces et agressions à main armée deviendront monnaie courante, et de nombreux affrontements opposeront les paysans aux gardes du corps et paramilitaires employés par la compagnie<sup>13</sup>.

Les détracteurs de l'industrie minière en Intag, soutenus, malgré les divisions, par la majeure partie de la population<sup>14</sup>, vont également intensifier les pressions. En plus des campagnes de protestation menées au niveau local, national et international, plusieurs actions en justice seront amorcées. Le gouverneur de Cotacachi poursuit le Ministère de l'Energie et des Mines pour le caractère anticonstitutionnel de la vente des concessions, une plainte est déposée auprès du Panel d'inspection de la Banque Mondiale pour la divulgation dans le cadre du PRODEMINTCA des données minéralogiques recueillies dans les zones protégées, un procès est en préparation contre la Bourse de Toronto pour l'introduction en bourse d'Ascendant, *etc.* Si elles n'aboutissent pas forcément aux résultats attendus, ces différentes actions attirent l'attention de nombreuses organisations internationales, qui, à leur tour, vont multiplier les pressions sur l'entreprise et l'Etat équatorien.

En décembre 2005, près de 300 personnes des différentes communautés assument la responsabilité pour l'incendie du campement d'Ascendant à Chalguayacu Bajo. Entre septembre et décembre 2006, plusieurs accrochages opposent le personnel paramilitaire des sous-traitants de l'entreprise aux paysans qui les empêchent d'accéder aux concessions. Finalement, au lendemain de l'un de ces affrontements, les paysans, revenus en grand nombre, arrivent à convaincre les paramilitaires de rendre leurs armes et les amènent au village de Junin. Gardés en otages, les 57 paramilitaires seront longuement questionnés. Les interrogatoires sont filmés et serviront de preuve pour démontrer aux pouvoirs publics l'illégalité des agissements de la compagnie. Les dirigeants des communautés d'Intag

---

<sup>9</sup> CODEGAM, devenue en 2006 l'Organisation pour le développement d'Intag (ODI), est la structure la plus visible. Deux autres organisations similaires ont également été créées par Ascendant : Fundación Humanística y Científica Latinoamericana et Daimi Services. C. Zorrilla, *The Organizations and Businesses of Ascendant*, Apuela, DECOIN, 2007.

<sup>10</sup> Témoignages recueillis en Intag en octobre 2007.

<sup>11</sup> S. Córdova, *et al.*, *op. cit.*

<sup>12</sup> Propos recueillis à Junin en octobre 2007.

<sup>13</sup> Dans le vaste réseau de sous-traitants d'Ascendant, figure notamment l'entreprise de sécurité colombienne Honor & Laurel, qui n'a pas d'existence légale en Equateur.

<sup>14</sup> En 2005, 70% des habitants du canton se prononcent contre l'industrie minière (enquête réalisée par l'Assemblée d'Unité Cantonale et l'Institut d'Etudes Equatoriennes).

négocient la libération des otages contre la venue sur place d'un représentant du Ministère de l'Énergie et des Mines, la non approbation de l'Étude d'Impact Environnemental par le Ministère et le retrait de la compagnie canadienne de la zone. Au bout de cinq jours de pourparlers, le gouvernement finit par céder, mais il faudra attendre octobre 2007 et la réitération de la suspension des activités d'Ascendant par l'actuel gouvernement de Rafael Correa pour que l'entreprise et ses divers sous-traitants quittent la région. En effet, en août 2007, soit huit mois après la première suspension, un communiqué d'Amnesty International faisait toujours état des craintes pour la sécurité des leaders communautaires en Intag.

Enfin, en janvier 2008, les deux concessions d'Ascendant à Junin sont définitivement annulées, tout comme 585 autres concessions minières en Equateur, révoquées par le Ministère des Mines pour défaut de paiement des droits annuels de conservation. Cette première mesure, qui doit être suivie de la révision de l'ensemble des 4112 concessions dans le pays, est motivée par l'intention du gouvernement Correa d'accroître le contrôle de l'État sur le secteur minier. D'autres mutations sont attendues, et la Loi Minière est en cours de réforme. Si l'actuel président se prononce pour la nationalisation des ressources et une industrie minière « responsable », de plus en plus de voix, venant d'organisations écologistes et indigènes, et s'élevant aussi au sein de l'Assemblée constituante, réclament l'abandon des projets d'exploitation minière à grande et moyenne échelle dans le pays. Résultat de cette pression populaire et politique croissante, une amnistie est accordée par l'Assemblée en mars 2008 à 360 militants écologistes, dont de nombreux activistes d'Intag. Aujourd'hui, aux côtés des autres mouvements nationaux, les habitants d'Intag exigent que la future Constitution de l'Équateur garantisse aux peuples locaux le droit de « choisir l'avenir de leurs territoires », ainsi que la reconnaissance de leur rôle de « gardiens des biens communs »<sup>15</sup>.

### Résister c'est créer

Dans leur essai intitulé « Résister c'est créer »<sup>16</sup>, Miguel Benasayag et Florence Aubenas analysent les traits communs des mouvements sociaux qui rompent avec les formes traditionnelles de contestation et façonnent ce que les auteurs appellent « la nouvelle radicalité ». Ces mouvements populaires formulent des revendications concrètes et souvent entendues comme locales, mais surtout ils ne se contentent plus de seulement « lutter contre » : ils imaginent et mettent en place des alternatives – d'organisation, de production, d'échange, de pensée. Ces mouvements ne se rattachent pas à une « conscience centralisée » et n'ont pas la prétention de livrer une solution totalisante pour un lendemain heureux toujours à venir. En revanche, ils apportent des réponses concrètes aux problèmes qui se posent à eux dans le présent, et de ce fait formulent une des critiques les plus constructives du modèle néolibéral dominant<sup>17</sup>.

Dans une large mesure, l'expérience d'Intag peut être vue sous cet angle. En plus d'avoir favorisé l'organisation et exigé l'union, la dynamique de résistance a également stimulé la créativité. Elle a conduit à l'appropriation par les habitants des questions relatives à la qualité de la société qu'ils souhaitent construire, en modelant leur vision de développement local, avec ses bases productives et sa conception de la relation société-environnement. Très rapidement, les acteurs du mouvement social donnent une substance à cette vision alternative.

Dès les premiers ateliers et actions collectives, aux questions de savoir « où aller » et « comment développer et valoriser les ressources locales »<sup>18</sup> émergent des réponses qui posent l'autosuffisance alimentaire, obtenue grâce au renforcement des pratiques traditionnelles de diversification agricole, comme un principe central du développement local. Parallèlement, naît et se développe le commerce de produits agricoles et artisanaux « identitaires » à l'intérieur et à l'extérieur de la zone. Aujourd'hui, une quinzaine de coopératives et associations se chargent de la production de marmelades, liqueurs,

<sup>15</sup> Déclaration du Forum régional « El Ecuador que queremos », Ibarra, 2007.

<sup>16</sup> Les auteurs empruntent cette formule à G. Deleuze.

<sup>17</sup> F. Aubenas, M. Benasayag, *Résister c'est créer*, Paris, La découverte, 2002.

<sup>18</sup> S. Córdova *et al.*, *op. cit.*, p.38.

panela (sucre artisanal), farines, artisanats élaborés à partir du sisal (une variété d'agave) ou du luffa (éponge végétale), broderies faites à la main, savons, shampoings et crèmes à base d'Aloe vera et autres produits naturels. Mais c'est surtout la production de café, auparavant marginale et commercialisée de façon informelle à des prix bas, qui connaîtra un véritable essor. En 1998, les caféiculteurs de la zone se réunissent au sein de l'Association agro-artisanale Café Río Intag (AACRI) qui signe dès 1999 son premier grand contrat d'approvisionnement avec une entreprise de commerce équitable japonaise, sensible aux agissements de la compagnie compatriote dans la zone. Aujourd'hui, le café local est également vendu dans d'autres régions de l'Equateur et en Europe, et le principal défi de l'association n'est pas de trouver des marchés mais d'augmenter la production. En plus de fournir à ses adhérents une assistance technique, c'est l'AACRI qui achète la totalité des récoltes aux producteurs. Le prix, négocié aux conditions du commerce équitable, est fixé en avance et n'est pas soumis aux fluctuations du marché international. La torréfaction sur place d'environ 40% de la production et le programme de « fermes intégrales » certifié par un label d'agriculture biologique permettent d'obtenir des prix de vente relativement hauts.

Les associations et coopératives agricoles et artisanales sont, depuis mai 2006, structurées autour de Consorcio Toisán, organisation locale créée pour renforcer les capacités techniques et faciliter la commercialisation. Aujourd'hui, le Consorcio ouvre un troisième magasin de produits d'Intag et travaille sur une appellation d'origine. Il met aussi en place des « alliances de consommation solidaire » en faisant se rencontrer les petits producteurs et les gens venus des villes et organise des ateliers et des échanges d'expériences sur les thèmes environnementaux.

De nombreuses initiatives éco-touristiques, aussi bien privées que communautaires, se développent également en Intag. L'une des plus emblématiques se trouve dans la réserve communautaire de Junin, au cœur même de la « zone du conflit ». Construite en 1998 et gérée par 40 familles de Junin et de Chaguayacu Alto, l'auberge de Junin est souvent présentée par les leaders de la résistance comme une alternative directe au développement minier pour les habitants des deux communautés.

Le principe d'autogestion est aussi étendu aux médias : en 2000, Intag se dote de son propre journal, écrit par et pour ses habitants, puis d'une bibliothèque qui réunit aujourd'hui quelque 2600 ouvrages. Une radio communautaire émet également sur la vallée. Enfin, bientôt, grâce à des mini-centrales hydrauliques, Intag devrait également produire sa propre électricité.

Ces différentes initiatives ont été fortement soutenues et encouragées par le gouvernement du canton Cotacachi, qui, depuis l'élection à sa tête de l'économiste indigène Auki Tituaña (en 1996), a mis en place une intéressante expérience de démocratie participative. Le budget cantonal et les principales lignes directrices du développement local sont élaborés au sein de l'Assemblée d'Unité Cantonale, instance de réflexion, planification et suivi, qui désigne à la fois une grande réunion annuelle rassemblant tous les représentants de la société civile du canton et l'ensemble du processus participatif qui fonctionne de façon permanente à travers six comités thématiques<sup>19</sup>. En douze ans de gouvernement participatif, les indices de pauvreté et de corruption ont sensiblement reculé, et l'analphabétisme a été officiellement éradiqué en 2005. Le gouvernement du canton sera par ailleurs primé à double reprise par les institutions des Nations Unies pour ses « bonnes pratiques » en matière d'aménagement du territoire et son « travail démocratique de dialogue interculturel »<sup>20</sup>.

#### « L'écologisme populaire » dans un monde globalisé

Sous l'impulsion des organisations d'Intag, la défense de l'environnement devient rapidement une des préoccupations majeures de l'Assemblée cantonale, dont le « Comité de gestion environnementale » se charge notamment de l'éducation relative à l'environnement dans les écoles et

<sup>19</sup> S. Ortiz Crespo, *Cotacachi : una apuesta por la democracia participativa*, Quito, FLACSO, 2004

<sup>20</sup> Prix « bonnes pratiques » du CNUEH-Habitat, Dubaï, 2000. Prix de l'UNESCO « Villes pour la paix », 2002.

les communautés. Depuis septembre 2000, date à laquelle Cotacachi se proclame « canton écologique », une ordonnance municipale interdit sur son territoire toute activité commerciale ou industrielle qui « utilise ou menace d'introduire dans l'environnement des substances nocives ».

En l'absence d'activités minières, le principal défi écologique en Intag est posé par l'avancée de la déforestation. Les alternatives de production développées localement diminuent la pression économique qui pèse sur les familles, courtisées non seulement par des compagnies minières mais également par des entreprises de coupe de bois. D'autres initiatives visent plus spécifiquement à protéger les forêts brumeuses locales. Depuis 1995, de petites pépinières communautaires fournissent des espèces de forêt native à des ONG conservationnistes et à des agriculteurs qui pratiquent l'agroforesterie. Trente-trois réserves forestières, entièrement administrées par des communautés, ont été créées afin de garder les forêts et les bassins versants à l'abri des pollutions et des tentatives de privatisation à des fins commerciales.

Ces exemples, tout comme l'essence même du mouvement de résistance à l'industrie minière en Intag, infirment les thèses selon lesquelles seule l'accumulation des richesses peut permettre l'éveil d'une conscience environnementale, alors que la pauvreté conduit nécessairement à la dégradation de l'environnement<sup>21</sup>. Bien au contraire, pour l'économiste Joan Martínez Alier, de nombreux exemples, dont celui d'Intag fait partie, prouvent l'existence d'un « écologisme populaire »<sup>22</sup>. Les moyens de subsistance des populations rurales des pays pauvres dépendent directement des ressources naturelles disponibles – terre, eau, biodiversité. La lutte de ces populations pour la préservation des équilibres naturels est ainsi motivée en premier lieu par la défense de leurs moyens de subsistance. En Intag, lorsque les impacts de la future mine de cuivre deviennent connus, les paysans locaux, descendants de colons, qui, en dépit de la faiblesse de leurs revenus, sont nombreux à affirmer qu'ils n'ont « besoin de rien » et que « la terre [leur] donne tout »<sup>23</sup>, s'opposent à l'industrie minière pour défendre leurs terres, leur mode de vie et les ressources qui le rendent possible. Les habitants d'Intag refusent aussi plus simplement la destruction de leur région telle qu'ils la connaissent et aiment, impensable sans sa nature abondante.

Cet « écologisme populaire », qui apparaît souvent pour les populations rurales comme une nécessité de survie, cherche à maintenir les ressources naturelles en dehors de la sphère marchande et empêche la prise de contrôle de ces ressources par les entreprises et les Etats, qui agissent selon des logiques courttermistes<sup>24</sup>. En cela, il œuvre incontestablement pour la préservation de l'environnement naturel, tout en inscrivant sa conservation dans une perspective résolument humaine qui, contrairement à l'approche longtemps dominante visant à préserver la nature à l'état sauvage<sup>25</sup>, considère que les peuples locaux sont les meilleurs gardiens des ressources naturelles<sup>26</sup>.

Certes, dans le cas d'Intag, le mouvement de résistance adopte également un langage et des pratiques en quelque sorte « certifiés », « importés » dans une large mesure par des acteurs extérieurs à la zone. En effet, Acción Ecológica et ses connexions nationales et internationales vont, dans un premier temps, jouer un rôle clé non seulement en matière d'information et de formation, mais permettront aussi, par des apports d'un vocabulaire communément entendu comme écologiste, de renforcer le discours local sur l'industrie minière.

<sup>21</sup> Voir notamment la position du « Rapport Brundtland » : CMED, *Notre avenir à tous* [1987], traduction française, Montréal, Ed. du Fleuve, 1989.

<sup>22</sup> J. Martínez Alier, *El Ecologismo de los Pobres. Conflictos Ambientales y Lenguajes de Valoración*, Barcelona, Icaria, 2005.

<sup>23</sup> Propos recueillis à Junin en octobre 2007.

<sup>24</sup> J. Martínez Alier, *op.cit.*

<sup>25</sup> Apparu lors de la création des premiers parcs nationaux aux Etats-Unis, le principe de l'instauration d'espaces naturels protégés vidés de leurs habitants a pendant longtemps régi les politiques de conservation. Les principales organisations conservationnistes occidentales ont modifié leurs définitions d'aires protégées dans les années 1980-1990, mais de nombreux projets de conservation initiés auparavant sont toujours administrés selon l'ancienne approche.

<sup>26</sup> R. Carrere *et al.*, *Pueblos indígenas, sus bosques, sus luchas, sus derechos*, Montevideo, Movimiento Mundial por los Bosques Tropicales, 2005.

L'« écologisation » des pratiques et du discours aura été d'autant plus facile et rapide qu'elle n'avait pas exigé de bouleversements profonds des techniques de production coutumières. L'agriculture pratiquée dans la zone andine est en général traditionnellement biodiverse, au point d'être souvent donnée en exemple par les théoriciens de l'agro-écologie<sup>27</sup>. Les apports sémantiques et méthodologiques des acteurs extérieurs vont, en terreau fertile, connaître rapidement leur vie propre, se transformant en un « naturalisme humaniste »<sup>28</sup> qui allie la gestion responsable de l'écosystème à tout un ensemble de pratiques et propositions sociales.

Plus généralement, le mouvement de résistance à l'industrie minière en Intag, ne peut, nonobstant ses revendications locales, se résumer aux seuls organisations et activistes autochtones. Au fur et à mesure de son émergence, il a formé de nombreuses « chaînes de coopération » englobant des organisations nationales et étrangères de développement, d'environnement et de droits de l'homme, et s'étendant jusqu'aux personnes sympathisantes qui, depuis le Japon, le Canada ou l'Europe, ont écrit des lettres de protestation ou signé des pétitions<sup>29</sup>.

Comme dans le cas de nombreux autres mouvements sociaux en Amérique latine<sup>30</sup>, les réseaux nationaux et transnationaux ont accompagné et renforcé la résistance à l'industrie minière en Intag. Les différents acteurs extérieurs à la zone, équatoriens et étrangers<sup>31</sup>, ont soutenu – moralement, financièrement et techniquement – aussi bien le mouvement de résistance que les alternatives qu'il met en place. Pour répondre à la demande d'une action publique locale forte, formulée dans le cadre de la démocratie participative en Cotacachi, la municipalité a notamment recouru à la coopération internationale par des accords passés avec des ONG, des organismes internationaux ou des municipalités étrangères latino-américaines ou européennes. Les acteurs extérieurs ont également contribué au partage d'idées et d'expériences sur les possibles stratégies de lutte, voire ont joué des rôles spécifiques à l'intérieur de ces stratégies<sup>32</sup>. Ainsi, lorsqu'Ascendant entame les démarches pour son introduction en bourse à Toronto, les associations écologistes du Canada et des Etats-Unis relayent les campagnes de protestation de la DECOIN dans leurs pays respectifs. D'autres acteurs ont pris par eux-mêmes des initiatives visant à soutenir la lutte des habitants d'Intag. Ainsi, par exemple, un chercheur états-unien a mis en place un « programme d'observateurs internationaux » qui se traduit par la présence permanente dans la communauté de Junin de jeunes étrangers « témoins », chargés de rapporter tous les faits pouvant amener à des violations éventuelles des droits des habitants. Enfin, les acteurs extérieurs ont largement contribué à donner au mouvement de résistance une meilleure visibilité sur le plan international. En plus de générer une pression supplémentaire sur les entreprises, cette visibilité accrue a permis à son tour d'attirer de nouveaux appuis.

S'il est clair que, compte tenu de l'importance des soutiens extérieurs, le mouvement de résistance et ses différentes composantes ne peuvent se penser comme totalement autonomes, aucun lien de dépendance forte envers un seul acteur ou un groupe homogène d'acteurs ne peut être mis en lumière. Les intervenants extérieurs sont en effet nombreux et hétéroclites, et la diversification des partenaires est par ailleurs clairement recherchée par les associations d'Intag, parfois même au détriment de leur sécurité financière<sup>33</sup>. De plus, l'orientation politique locale n'est pas remise en cause : c'est bien leur

<sup>27</sup> M. Altieri, C.I. Nicholls, *Agroecológica. Teoría y práctica para una agricultura sustentable*. México D.F., PNUMA, 2000.

<sup>28</sup> R. Martínez Castillo, « Alternativas para un desarrollo sustentable [2005] », *Inter Sedes*, V-7, Universidad de Costa Rica, Edición Digital, 2006, p.2.

<sup>29</sup> A. Bebbington *et al.*, *op.cit.*

<sup>30</sup> K. Biekart, “ Seven Theses on Latin American Social Movements and Political Change ”. *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, 79, 2005, p.85-94 ; M. Keck y K. Sikkink, *Activists beyond borders. Advocacy networks in international politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

<sup>31</sup> Notamment Amis de la Terre International, Mining Watch, Canadian Environmental Legal Association, Global Greengrants Fund, Observatorio Latinoamericano de Conflictos Ambientales (OLCA), Comité Ecuatoriano para la Defensa de la Naturaleza y el Medio Ambiente (CEDENMA), Comisión Ecuatoria de Derechos Humanos (CEDHU), Rainforest Action Network, Amnesty International.

<sup>32</sup> A. Bebbington *et al.*, *op.cit.*

<sup>33</sup> Ainsi, par exemple, par souci de garder sa liberté de parole, l'équipe du journal local a refusé le financement du gouvernement de Cotacachi et préfère chercher des sources de financement au jour le jour.



droit à l'autodétermination que les habitants d'Intag exigent et exercent, et ce ne sont pas les partenaires extérieurs qui décident à leur place de l'orientation du développement du canton. La collaboration entre les différents acteurs qui participent au mouvement social ne se traduit pas par des tentatives de prise de contrôle mais prend la forme de relations d'interdépendance où chacun poursuit ses objectifs propres tout en participant à l'action collective, diffuse en termes d'espace et de temps, mais cohérente dans la durée. Ainsi, fortes de leur expérience, les organisations locales d'Intag participent aujourd'hui à leur tour au mouvement national d'opposition aux industries extractives.

L'« internationalisation » des mouvements socio-environnementaux latino-américains apparaît à la fois comme une conséquence de la globalisation des logiques économiques et comme une stratégie pour y faire face<sup>34</sup>. Les différentes filières d'exploitation industrielle des ressources naturelles sont aujourd'hui amplement mondialisées et font intervenir, à travers les capitaux, les entreprises exploitantes et les marchés pour les produits prélevés, des acteurs dans une large mesure transnationaux. Ces derniers agissent selon leurs logiques propres, dans lesquelles le développement local n'apparaît pas comme un objectif en soi, mais tout au mieux comme une conséquence positive de la bonne marche des affaires. Le bien-être des populations locales, qui perdent dans ce contexte la capacité de décider de l'orientation de leur propre développement, est dès lors étroitement dépendant du marché et du bon vouloir de l'entreprise exploitante, sans qu'un retour en arrière – s'agissant aussi bien des dégâts environnementaux que des changements sociaux irréversibles – puisse être envisagé.

Dans leur refus de ce scénario, les acteurs sociaux locaux, nationaux et internationaux tissent par leurs interactions une autre forme de mondialisation. Plurielle et inclusive, celle-ci rassemble autour d'une action collective des protagonistes qui n'ont pas forcément la même approche de la résistance à laquelle ils apportent chacun leur grain de sable : les uns voient l'objectif de la lutte dans la reconquête de la souveraineté territoriale et économique, pour d'autres c'est la protection de l'environnement ou la défense des droits de l'homme qui sert de fil rouge, d'autres encore cherchent, à travers le potentiel créatif des mouvements de résistance, des modèles alternatifs d'organisation sociale ou des voies nouvelles de penser le développement. L'échange d'expériences et d'idées apparaît dès lors comme une des forces motrices de cette coopération, valable dans les deux sens, car si un mouvement de résistance comme celui d'Intag poursuit des objectifs précis, son expérience, locale et singulière, porte aussi en elle une part d'universel.

## BIBLIOGRAPHIE

- ALTIERI M., NICHOLLS C. I., *Agroecológica. Teoría y práctica para una agricultura sustentable*, México D.F., PNUMA, 2000
- AUBENAS F., BENASAYAG M., *Résister c'est créer*, Paris, La découverte, 2002
- BEBBINGTON A. *et al.*, « Los movimientos sociales frente a la minería : disputando el desarrollo territorial andino », dans *Territorios rurales : Movimientos sociales y desarrollo territorial rural en América Latina*, textes réunis par J. Bengoa, Santiago de Chili, Ed. Catalonia 2007, p. 283-315
- BIEKART K., « Seven Theses on Latin American Social Movements and Political Change ». *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, 79, 2005, p.85-94
- CARRERE R. *et al.*, *Pueblos indígenas, sus bosques, sus luchas, sus derechos*, Montevideo, Movimiento Mundial por los Bosques Tropicales, 2005
- CORDOVA S., ROBALINO L., PADILLA C., *Un caso más de resistencia a la minería en el Ecuador y América Latina : La expulsión de la Mitsubishi Materials de Junin-Intag*, Quito, Acción Ecológica-OLCA, 1999
- CMED, *Notre avenir à tous* [1987], traduction française, Montréal, Ed. du Fleuve, 1989.
- ESCOBAR A., *Encountering Development. The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton, Princeton University Press, 1995
- HABERMAS J., *The Theory of Communicative Action vol.2*, Cambridge, Polity Press, 1987

---

<sup>34</sup> *Ibid.*

- FONTAINE G., *El precio del petróleo. Conflictos socio-ambientales y gobernabilidad en la Región Amazónica*, Quito, FLACSO, 2003
- MARTINEZ ALIER J., *El Ecologismo de los Pobres. Conflictos Ambientales y Lenguajes de Valoración*, Barcelona, Icaria, 2005
- MARTINEZ CASTILLO R., « Alternativas para un desarrollo sustentable [2005] », *Inter Sedes*, V-7, Universidad de Costa Rica, Edición Digital, 2006
- KECK M., SIKKINK K., *Activists beyond borders. Advocacy networks in international politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998
- ORTIZ CRESPO S., *Cotacachi : una apuesta por la democracia participativa*, Quito, FLACSO, 2004
- ROSS M., *Sectores Extractivos y Pobreza*, Los Angeles, Oxfam America, 2001
- UNCTAD, *The Least Developed Countries Report 2002 : Escaping the Poverty Trap*, Genève, United Nations Publications, 2002
- ZORRILLA C., *The Organizations and Businesses of Ascendant*, Apuela, DECOIN, 2007